

# AVANT-PROPOS DE LA RÉDACTION

## La place de l'autre dans le libéralisme

Ce numéro de la RES accueille dans ses pages des articles qui se confrontent à la question du statut de l'autre dans notre économie libérale. Cette dernière se fonde, on le sait depuis Adam Smith sur un égoïsme rationnel qui, s'il reste encadré dans le respect d'un cadre éthique et légal, aboutirait ou aboutira, selon la foi de chacun dans ce modèle, à l'accroissement général de la richesse des nations et des individus.

Mais nous percevons tous que cet égoïsme rationnel ne doit pas dissoudre la reconnaissance de la multiplicité des individualités, de leurs besoins et de leurs attentes. La maximisation des intérêts ne peut pas supposer l'homogénéité de ces intérêts. Richesse, équilibre, culture, santé, sécurité,... les différences sont multiples et expliquent en partie la remise en question d'un modèle libéral unique et visant une maximisation économique simple, voire simpliste. Comment alors penser et organiser une économie basée sur le libéralisme maximisateur et la reconnaissance du droit à la différence? C'est dans ce débat que s'articulent les contributions de ce numéro. On pourra y trouver des clefs pour comprendre par exemple les raisons et les limites du recours au nationalisme économique par certains états au nom de la protection d'intérêts vitaux remis en question par ce libéralisme. Les auteurs de cet article montrant alors l'aspect très discuté de ces politiques qui aboutiraient en fait à privilégier l'intérêt particulier d'élites. Mais cela n'exclut pas la coopération entre états comme en témoigne un article consacré au bilan des relations entre la Suisse et les Etats-Unis. A l'autre extrémité de la perspective, un autre article de ce numéro témoigne de la difficulté pour d'autres idéologies, et principalement l'alter-mondialisme, à se constituer en alternatives crédibles, pratiques et organisées. A un niveau moins macro-économique, les autres contributions exposent la complexité des parties prenantes du jeu libéral et la difficulté qu'il y a à vouloir essayer de les satisfaire toutes: clients, actionnaires, employés, environnement, société,... Faut-il les prioriser? Est-ce le cas? Sur quel critère? On comprend alors que cette question ne peut être envisagée, comme le signalent le professeur Gugler et Serge Brunner dans leur article, que d'un point de vue global, c'est à dire d'un point de vue qui ne se focaliserait pas que sur une seule de ces parties prenantes ou sur une seule perspective disciplinaire.

Mais il faut aussi adjoindre à cette dimension systémique et globale, un impératif éthique. Notre système libéral ne peut actuellement satisfaire les intérêts différents de toutes ces parties prenantes. Il engendre donc inéluctablement des oubliés, des frustrations, voire des laissés-pour-compte. On pense bien sûr aux exclus, aux pauvres,... mais il faut aussi adjoindre les oubliés de l'économie: la culture, la solidarité, l'environnement, les affects,...

L'impératif éthique consiste à accorder une valeur à ces oubliés de l'économie. Les articles de ce numéro montrent toute l'importance pour la survie même de notre système libéral d'intégrer cet impératif dans nos pratiques et nos politiques.

L'autre partie de ce numéro regroupe des articles sur la modernisation du secteur des services. C'est un thème qui tient au coeur de notre revue qui publie régulièrement de tels articles.

Ils traduisent l'évolution de notre économie vers un monde de services et exigent de nos entreprises une modification radicale de leur organisation et de leurs rapports en particulier à l'innovation. Au travers de cas comme l'éducation, le tourisme, l'hôtellerie,... les contributions de ce dossier témoignent des conséquences de ce redéploiement des organisations vers la création d'avantages concurrentiels durables au sein d'une telle économie de service. Mais là encore, nous pourrions analyser cette question autour de la dimension de la reconnaissance de l'autre et de ces différences. L'économie de service peut en effet être pensée comme une économie des différences, des singularités. Faire face à ces dernières supposerait une modularité des organisations et une capacité d'adaptation qui expliqueraient la nécessaire ré-interrogation des structures néo-fordiennes actuelles. Mais l'enjeu est évident: le potentiel de croissance d'une économie de services individualisés est infini ou presque.

Pour la rédaction,  
*Fabien De Geuser*